

TIC-TAC HEBDO

Magazine du week-end – 8 Mars 2026

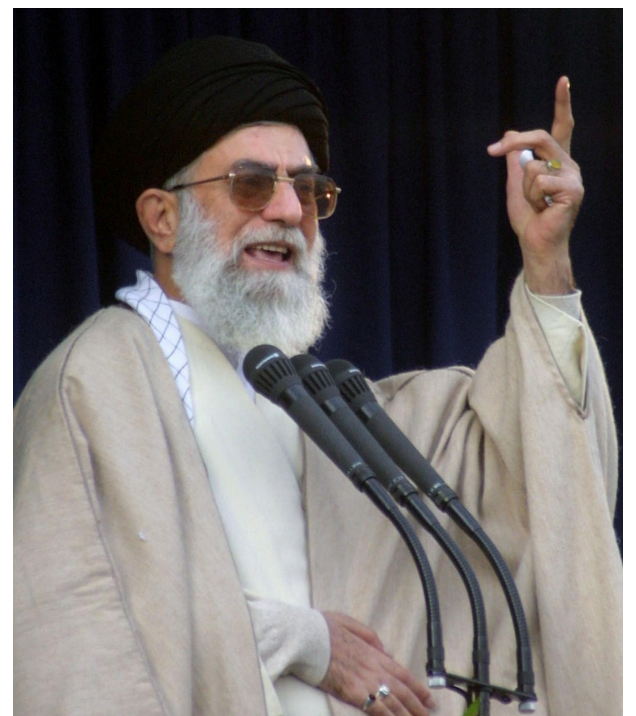
L'hebdomadaire d'informations et d'actualités du groupe de presse TIC-TAC, basé à Goma, au Nord-Kivu.

PRIX 2500 Fc

-Rutshuru : la relance de la plantation de café du domaine de Katale redonne de l'espoir à des milliers de travailleurs

-Déclaration de Bahati Lukwebo : un débat qui relance la question de l'application des lois et du respect du mandat constitutionnel en RDC

Groupe de Presse TIC-TAC 02, Avenue Bunia, Quartier Murara (derrière Instigo,) Goma, Nord-Kivu Tél. : +243 994 054 675 Email :stickrdc@gmail.com



INTERNATIONAL

Iran : qui est l'Ayatollah et pourquoi son influence peut peser sur l'économie mondiale ?

ACTUALITÉ SÉCURITAIRE

Fermeture des sociétés de gardiennage : Djimy Mirindi dénonce une campagne de diabolisation

Nord-Kivu : entre sécurité, justice et relance économique, une nouvelle organisation prend forme dans les territoires sous administration AFC/M23

Relance de l'appareil judiciaire, réorganisation des services publics, mobilisation des jeunes et reprise des activités économiques : plusieurs initiatives marquent la transformation progressive de la vie administrative et sociale dans la région.



Nyiragongo : la fondation IPOLK d'Olive Lembe Kabila accompagne la réinstallation des familles sinistrées du volcan



ÉDITORIAL

Construire des ponts plutôt que des barrières : une voie pour la paix dans la région des Grands Lacs

La région des Grands Lacs africains demeure l'un des espaces les plus stratégiques du continent. Située au cœur de l'Afrique centrale, riche en ressources naturelles et en potentialités humaines, elle est souvent considérée comme un véritable poumon économique et écologique de la région.

Pourtant, depuis plusieurs décennies, cette zone est également marquée par des cycles répétés de tensions, de conflits et de méfiance entre communautés et entre États. Face à ces réalités, une évidence s'impose progressivement : aucune paix durable ne peut être construite uniquement par la force ou par la multiplication des barrières politiques, sécuritaires ou identitaires. L'expérience de l'histoire montre au contraire que les sociétés qui parviennent à se stabiliser sont celles qui choisissent de construire des ponts plutôt que d'ériger des murs. Construire des ponts signifie avant tout rétablir la confiance entre les peuples. Dans la région des Grands Lacs, les liens culturels, linguistiques et économiques entre les populations sont anciens et profonds. Les frontières politiques n'ont jamais totalement effacé ces réalités humaines qui continuent de relier les communautés au-delà des États. Dans ce contexte, les initiatives favorisant le dialogue, la coopération régionale et la reconnaissance mutuelle des identités apparaissent comme des leviers essentiels pour désamorcer les tensions. La paix ne se construit pas seulement autour des tables de négociation diplomatique ; elle se bâtit aussi dans la vie quotidienne, dans les échanges commerciaux, dans les initiatives communautaires et dans la capacité des sociétés à se reconnaître mutuellement.

La région des Grands Lacs possède tous les atouts pour devenir un moteur de développement pour l'Afrique centrale. Ses terres fertiles, ses lacs, ses ressources minières et l'énergie de sa jeunesse pourraient constituer la base d'une prospérité partagée. Mais cette ambition ne pourra se réaliser que dans un climat de stabilité et de coopération. Ainsi, plutôt que de multiplier les barrières qui isolent les peuples et nourrissent la méfiance, il devient nécessaire de favoriser la construction de ponts : ponts politiques, ponts économiques, ponts culturels et humains. Car c'est dans la capacité des peuples de la région à dialoguer, à coopérer et à reconnaître leurs intérêts communs que réside la véritable clé d'une paix durable. La région des Grands Lacs n'est pas condamnée à être un espace de rivalités. Elle peut aussi devenir un modèle de résilience et de coexistence pacifique pour l'ensemble du continent africain. Et dans cette perspective, chaque effort visant à rapprocher les peuples, à encourager le dialogue et à promouvoir la coopération constitue déjà une pierre posée dans la construction d'un avenir plus stable et plus prospère.

KIBANDO SENGI PAULIN

NYIRAGONGO : OLIVE LEMBE KABILA FACILITE LA REINSTALLATION DES FAMILLES SINISTREES SUR LEURS PARCELLES



A l'occasion du mois de la femme 2026, l'épouse de l'ancien Président de la République démocratique du Congo Joseph Kabila, Olive Lembe Kabila, à travers sa fondation Initiative Plus Olive Lembe Kabila (IPOLK), a relancé le processus de réinstallation des familles sinistrées de l'éruption du volcan Nyiragongo de 2021.

Le samedi 7 mars 2026, plusieurs familles ont ainsi été invitées à reprendre possession de leurs parcelles situées dans le site de Kibaya, appelé « Nouvelle Cité », dans le groupement Buhumba en territoire de Nyiragongo, au Nord-Kivu.

Ces parcelles avaient été attribuées gratuitement aux victimes de l'éruption volcanique de mai 2021 afin de leur permettre de reconstruire leurs vies après avoir perdu leurs biens. Cependant, l'insécurité

provoquée par les affrontements entre les FARDC et l'AFC/M23 avait contraint plusieurs familles à abandonner temporairement ces terrains depuis 2022.

Aujourd'hui, profitant d'une période d'accalmie sécuritaire observée depuis près d'une année dans la zone, la fondation IPOLK encourage les bénéficiaires à réintégrer leurs parcelles et à relancer la vie communautaire dans cette nouvelle cité en reconstruction.

Selon les responsables du projet, plus de 2 900 bénéficiaires avaient déjà reçu des parcelles de 15 mètres sur 20, avec une réserve supplémentaire destinée à d'autres victimes de la catastrophe.

Situé à proximité du volcan Nyiragongo, ce site présente également un cadre naturel particulier avec des paysages

impressionnants et une vue directe sur l'un des volcans les plus actifs d'Afrique, offrant ainsi un potentiel touristique pour cette nouvelle cité en pleine reconstruction.

Plusieurs bénéficiaires, parmi lesquels de nombreuses femmes, ont exprimé leur gratitude envers l'ancienne Première dame pour cette initiative qui leur permet de retrouver un espace où reconstruire leurs familles.

A travers cette action menée durant le mois dédié aux femmes, la fondation IPOLK entend également soutenir la résilience des femmes sinistrées, souvent en première ligne dans la reconstruction des ménages et des communautés affectées par les catastrophes naturelles et les crises sécuritaires.

Au-delà de l'aspect humanitaire, cette initiative s'inscrit également dans une dynamique de stabilisation sociale et de relance du développement local dans le territoire de Nyiragongo. La réinstallation progressive des familles dans la « Nouvelle Cité » de Kibaya devrait permettre la reprise des activités économiques, l'organisation de la vie communautaire et la reconstruction des infrastructures de base indispensables à la vie quotidienne. Pour plusieurs observateurs, cette démarche constitue un pas important vers la normalisation de la vie des populations affectées par l'éruption volcanique et les différentes crises sécuritaires qui ont marqué la région ces dernières années.

Anselme Syangoma

INTERNATIONAL

L'Ayatollah d'Iran : une autorité religieuse au cœur des équilibres politiques et économiques mondiaux



Dans le système politique de l'Iran, le titre d'Ayatollah désigne l'un des plus hauts rangs de l'autorité religieuse chiite. Mais au-delà de sa dimension spirituelle, cette fonction représente également l'un des centres de pouvoir les plus influents du Moyen-Orient. L'Ayatollah, et plus particulièrement le Guide suprême de la République islamique d'Iran, exerce une autorité qui dépasse largement les frontières religieuses pour s'étendre à la politique, à la sécurité et, indirectement, à l'économie mondiale.

Depuis 1989, cette fonction est occupée par Ali Khamenei, Guide suprême de la République islamique d'Iran. Dans l'architecture institutionnelle iranienne, il

constitue la plus haute autorité de l'État. Le président de la République, le gouvernement et le parlement exercent leurs fonctions dans un cadre politique où l'autorité du Guide suprême demeure déterminante.

Cette organisation du pouvoir trouve son origine dans la Révolution iranienne de 1979, qui a profondément transformé le système politique du pays. Sous l'impulsion de l'Ayatollah Ruhollah Khomeini, fondateur de la République islamique, l'Iran a adopté un modèle de gouvernance reposant sur le principe de la « wilayat al-faqih », c'est-à-dire la direction

de l'État par un juriste religieux chargé de veiller à la conformité des institutions avec les principes de l'islam chiite.

Dans ce système, le Guide suprême dispose de prérogatives considérables. Il est le commandant en chef des forces armées, supervise les services de sécurité et de renseignement et exerce une

influence majeure sur les grandes orientations de la politique étrangère. Il intervient également dans la nomination de plusieurs responsables clés des institutions judiciaires et religieuses.

Cette concentration de pouvoir fait du Guide suprême l'une des figures les plus influentes du Moyen-Orient. Les décisions stratégiques prises à Téhéran peuvent avoir des répercussions bien au-delà des frontières iraniennes, notamment dans les domaines de la sécurité régionale, de l'énergie et du commerce international.

L'influence de l'Iran sur l'économie mondiale s'explique en grande partie par son poids dans le secteur énergétique. Le pays possède certaines des plus importantes réserves de pétrole et de gaz naturel au monde. Dans un contexte où l'énergie demeure un élément central de l'économie mondiale, la position de l'Iran sur les marchés énergétiques lui confère une importance stratégique particulière.

La situation géographique du pays renforce encore cette influence. L'Iran se trouve à proximité du détroit d'Ormuz, l'un des passages maritimes les plus importants de la planète pour le transport du pétrole. Une part significative du pétrole mondial transite chaque jour par ce corridor maritime reliant le Golfe persique aux marchés internationaux.

Dans ce contexte, toute tension politique ou militaire impliquant l'Iran peut provoquer des réactions immédiates sur les marchés énergétiques. Les fluctuations du prix du pétrole, les inquiétudes sur la sécurité des routes maritimes ou les sanctions économiques imposées par certaines puissances internationales peuvent avoir des

conséquences directes sur l'économie mondiale.

Ces effets ne se limitent pas aux grandes puissances industrielles. Dans de nombreux pays en développement, notamment en Afrique, l'évolution des prix du pétrole influence directement le coût du transport, de l'énergie et de plusieurs produits de première nécessité.

Au-delà des enjeux économiques, l'Iran joue également un rôle important dans plusieurs dynamiques géopolitiques au Moyen-Orient. Les relations qu'il entretient avec différents acteurs régionaux et internationaux influencent régulièrement les équilibres politiques et sécuritaires de cette partie du monde.

Pour cette raison, les déclarations ou orientations du Guide suprême iranien sont suivies de près par les gouvernements, les institutions internationales et les marchés financiers. Elles peuvent être interprétées comme des indicateurs des évolutions possibles dans une région où la stabilité reste fragile.

Ainsi, si le titre d'Ayatollah renvoie avant tout à une autorité religieuse dans la tradition chiite, son incarnation au sommet

de l'État iranien lui confère une dimension politique et stratégique majeure. Dans un monde où les enjeux énergétiques et géopolitiques demeurent étroitement liés, l'influence du Guide suprême d'Iran continue de peser sur les équilibres internationaux et sur les dynamiques économiques globales.

Rédaction Internationale – TIC TAC
HEBDO

SÉCURITÉ

Fermeture des sociétés de gardiennage dans les zones sous administration de l'AFC/M23 : Djimy Mirindi Habanabakize rejette toute implication



Depuis l'annonce de la fermeture, jusqu'à nouvel ordre, des sociétés de gardiennage opérant dans les zones sous administration de l'AFC/M23 au Nord-Kivu et au Sud-Kivu, une vive polémique s'est installée au sein de ce secteur d'activités.

Certaines sources au sein des sociétés de gardiennage ont en effet accusé Djimy MIRINDI HABANABAKIZE, responsable de la société KAMI Security, d'être à l'origine de la démarche ayant conduit à la suspension des activités de plusieurs entreprises du domaine.

Selon ces mêmes sources, l'opérateur économique aurait influencé les autorités afin d'exiger le paiement d'une somme de ****50 000 dollars américains**** par chaque société de gardiennage souhaitant poursuivre ses activités dans les zones concernées.

Ces accusations ont rapidement suscité des réactions dans un secteur qui emploie de nombreux jeunes et qui contribue, selon plusieurs observateurs, à offrir des opportunités d'emploi à une frange importante de la population urbaine.

Djimy Mirindi dénonce une campagne de diabolisation

Dans un entretien accordé à la rédaction de ****TIC TAC HEBDO****, Djimy MIRINDI HABANABAKIZE a rejeté catégoriquement toutes ces accusations, qu'il qualifie de ****campagne de diabolisation et de manipulation motivée par des considérations tribalo-ethniques****.

Selon lui, ces attaques ne datent pas d'aujourd'hui et auraient commencé bien avant les récents développements politiques dans la région.

« Je ne suis pas membre du mouvement AFC/M23 et je ne me reproche rien dans tout ce qui se dit aujourd'hui. Ce que je

constate, c'est une campagne de diabolisation alimentée par certaines personnes de mauvaise foi qui cherchent à me nuire dans le cadre d'une concurrence déloyale », a-t-il déclaré.

L'opérateur économique s'interroge également sur la logique de ces accusations.

« Comment un seul individu pourrait-il influencer une décision prise par un mouvement qui administre toute une zone ? Je suis qui pour décider à la place des autorités ? », a-t-il ajouté.

Un rôle consultatif reconnu

Djimy MIRINDI reconnaît toutefois avoir été contacté par certaines autorités en raison de son expérience dans le domaine de la sécurité privée et de son rôle de ****président de l'Association des Sociétés de Gardiennage (ASOGAR)****.

Selon lui, cette consultation avait pour objectif d'obtenir un avis technique sur l'organisation du secteur dans les zones sous administration du mouvement.

« On m'a sollicité parce que je suis du domaine et que je dirige également une société de gardiennage. On m'a expliqué que plusieurs entreprises travaillaient sans contrôle ni autorisation formelle des services habilités, ce qui posait des problèmes sécuritaires », a-t-il expliqué.

D'après lui, les autorités lui auraient également parlé du projet de mise en place d'une nouvelle structure de sécurité appelée ****New Vision Security (NEVIS)****, qui serait dotée de moyens plus adaptés aux exigences sécuritaires de la région.

Selon les explications reçues, cette nouvelle société devrait notamment disposer d'unités mieux formées et éventuellement armées, afin de renforcer

l'efficacité des dispositifs de sécurité.

« C'est dans ce contexte qu'on m'a demandé mon avis sur l'organisation de ce secteur. Si c'est cela mon seul péché, alors je l'assume », a-t-il affirmé.

Des exigences pour la régularisation du secteur

Revenant sur la fermeture des sociétés de gardiennage, Djimy MIRINDI indique avoir été informé dès le mois de mars dernier de la décision des autorités de suspendre temporairement les activités des entreprises ne remplissant pas certaines conditions administratives et opérationnelles.

Parmi les exigences évoquées figureraient notamment :

* le paiement de ****50 000 dollars**

américains** au Bureau d'Étude et de Développement (BED) ;

* la mise à disposition d'au moins ****six véhicules d'intervention**** par société ;

* l'implantation effective des entreprises dans les villes de ****Goma et Bukavu**** ;

* l'obtention d'une ****autorisation de fonctionnement délivrée par le Département de Sécurité et de Renseignements (DSR)**** ;

* la formation des agents de sécurité pendant ****une durée minimale de trois mois****.

Selon lui, ces mesures viseraient à restructurer le secteur afin de renforcer les normes professionnelles et les capacités opérationnelles des sociétés de gardiennage.

Une fermeture qui concerne toutes les sociétés

Pour finir, Djimy MIRINDI insiste sur le fait que la décision de fermeture ne concerne pas uniquement certaines entreprises, mais ****l'ensemble des sociétés de gardiennage opérant dans les zones sous administration de l'AFC/M23****, y compris la sienne.

« La société KAMI Security est également fermée comme toutes les autres. Nous attendons simplement que les nouvelles orientations soient définies afin que les sociétés jugées conformes puissent reprendre leurs activités », a-t-il conclu.

Dans l'attente de nouvelles dispositions, les acteurs du secteur espèrent que la restructuration annoncée permettra de clarifier les règles de fonctionnement et de garantir un cadre plus stable pour les entreprises de sécurité privée dans la région.

Marty Dacruz OLEMBA

Sécurisation et pacification totale de la ville de Goma : Helene NIRAGIRE MUKADISI, bourgmestre de la commune de Goma en fait son cheval de bataille et sollicite les jeunes à intégrer l'ARC (Armée Révolutionnaire Congolaise).

Dans le cadre d'une mission de sensibilisation de la population de la ville de Goma en vue de renforcer les mesures visant à garantir une véritable sécurité aux Gomatraciens et Gomatraciennes, les autorités locales ont récemment mis le cap sur le quartier Mapendo dans la commune de Goma.

Situé dans l'une des zones les plus dynamiques et populaires du chef-lieu de la province du Nord-Kivu, dans la partie sous administration de l'AFC/M23, ce quartier a servi de cadre à une rencontre citoyenne réunissant les habitants et l'équipe provinciale chargée de la mobilisation, de la sensibilisation et du recrutement volontaire des jeunes au sein de l'Armée Révolutionnaire Congolaise (ARC).

L'objectif de cette rencontre était de renforcer le dialogue direct entre les autorités et la population, mais également d'encourager la participation des jeunes dans les efforts visant à consolider la sécurité et la stabilité dans les zones sous administration du mouvement.

Devant une marée humaine composée d'hommes et de femmes venus nombreux pour écouter les messages des autorités, Serge MASINI, membre de l'équipe provinciale de mobilisation, de sensibilisation, de recrutement et d'appui à la pacification, a expliqué que la démarche entreprise vise à rapprocher les institutions de la population afin de mieux comprendre ses préoccupations.

Selon lui, le mouvement s'inscrit dans une dynamique qui place les préoccupations sociales et sécuritaires de la population au centre de son action.

« À notre niveau, pour construire le quartier Mapendo et renforcer la sécurité dans la ville de Goma, nous devons être proches de la population afin qu'elle comprenne clairement les objectifs de la lutte que nous menons et l'idéologie qui guide notre engagement. Ces idéaux doivent se traduire en actions concrètes répondant aux préoccupations quotidiennes des habitants. Il faut savoir ce qui ne va pas, ce qui inquiète la population et ce qui doit être amélioré. Nous ne sommes pas là pour tracasser la population comme cela a pu se produire dans le passé, mais pour travailler avec elle et construire ensemble un environnement plus sûr », a-t-il déclaré.

Prenant la parole à son tour, Hélène NIRAGIRE MUKADISI, bourgmestre de la commune de Goma, a salué l'accueil chaleureux réservé à l'équipe provinciale de sensibilisation, de mobilisation et de recrutement.

L'autorité municipale a insisté sur la nécessité de renforcer les valeurs de cohésion sociale, d'unité et de solidarité entre les habitants,



© Guerschom Mohammed

rappelant que la paix et la sécurité ne peuvent être durables que si elles reposent sur un véritable esprit de collaboration entre la population et les institutions.

Elle a également mis en garde contre les comportements de division tels que le tribalisme et la xénophobie, estimant que ces pratiques fragilisent la cohésion sociale et compromettent les efforts de stabilisation de la région.

Pour la bourgmestre, les citoyens épris de paix et animés d'un véritable esprit patriotique doivent au contraire promouvoir le vivre-ensemble et soutenir les initiatives visant à restaurer la sécurité et l'ordre public.

« Sensibilisons-nous pour une bonne collaboration entre voisins, pour le vivre-ensemble et pour la dénonciation des actes criminels dans nos milieux de vie. Si un voisin vole et que vous gardez le silence, il peut recommencer chez vous ou chez quelqu'un d'autre. Mais si chacun joue son rôle et informe les autorités, nous pouvons prévenir beaucoup de situations dangereuses. L'AFC/M23 est là pour accueillir tous ceux qui souhaitent contribuer à la paix et à l'ordre public dans l'amour et la concorde. Pas de discrimination, pas de tribalisme. Tous les Congolais épris de paix sont les bienvenus », a déclaré la bourgmestre de la commune de Goma.

Au cours de cette rencontre citoyenne, plusieurs jeunes du quartier Mapendo ont également pris la parole pour exprimer leurs préoccupations et poser des questions aux autorités présentes. Ces échanges ont permis d'aborder différents aspects liés à la sécurité, à la cohabitation pacifique et au rôle que la jeunesse peut jouer dans la stabilisation de la région.

À l'issue de ces discussions, plusieurs jeunes ont manifesté leur intérêt à rejoindre les

structures de sécurité, notamment l'Armée Révolutionnaire Congolaise (ARC) et la Police Révolutionnaire Congolaise (PRC), afin de participer activement aux efforts de pacification et de maintien de l'ordre public dans les zones sous administration du mouvement.

Les intervenants ont également souligné que la réussite de ces initiatives dépend largement de l'implication de toutes les composantes de la société, y compris les femmes qui jouent un rôle déterminant dans la consolidation de la paix et du développement communautaire.

Selon plusieurs participants, lorsque les femmes sont associées aux actions de sensibilisation, de mobilisation et de reconstruction sociale, les résultats apparaissent souvent plus rapidement et de manière plus durable. Par leur rôle éducatif au sein de la famille et leur influence dans la communauté, elles contribuent à transmettre des valeurs de responsabilité, de solidarité et de cohésion sociale aux jeunes générations.

Dans cette perspective, l'implication des femmes dans les initiatives communautaires constitue un levier important pour accélérer les dynamiques de développement et renforcer la stabilité sociale. Une société qui valorise la participation des femmes dans la construction de la paix et du progrès se donne davantage de chances de bâtir un avenir stable et prospère.

À travers cette campagne de sensibilisation, les autorités locales espèrent ainsi encourager une participation citoyenne plus active dans les efforts de sécurisation et de développement, afin de consolider la paix et d'accompagner la reconstruction progressive des zones sous administration de l'AFC/M23.

Marty Dacruz OLEMB

Rutshuru : la relance de la plantation de café de Katale redonne de l’emploi à plus de 1 000 travailleurs



La relance des activités agricoles dans la plantation de café du domaine de Katale, située en territoire de Rutshuru, marque un tournant important dans la reprise économique de cette région longtemps affectée par l’insécurité.

Cette relance a été saluée par le gouverneur

de la province lors d’une visite d’itinérance qui l’a conduit dans plusieurs localités du territoire, notamment Kiwanja, Nyamilima, Ishasha et Bunagana.

Selon les autorités provinciales, la reprise des activités dans cette plantation constitue un signe encourageant du retour progressif de la stabilité dans la région.

Le domaine de Katale, qui s’étend sur plusieurs centaines d’hectares, emploie aujourd’hui plus de **1 000 travailleurs** dans les activités liées à la production et à la transformation du café.

Pour le gouverneur de la province, cette initiative contribue à la création d’emplois et à l’amélioration des conditions de vie de nombreuses familles.
« La relance de cette plantation est une bonne nouvelle pour la population. Elle permet de créer des emplois et de soutenir l’économie locale », a-t-il déclaré lors de sa visite.
De son côté, l’opérateur économique Victor Ngezayo, responsable de la plantation, a expliqué que ce projet vise à relancer

durablement la production de café dans la région.
Selon lui, l’objectif est de restaurer progressivement les plantations existantes tout en développant de nouvelles superficies agricoles.
Le domaine prévoit notamment la réhabilitation d’environ **1 200 hectares de plantations de café**, ainsi que l’exploitation de nouvelles surfaces agricoles destinées à renforcer la production.

Pour les responsables du projet, cette relance constitue un investissement à long terme qui pourrait contribuer à dynamiser l’économie du territoire de Rutshuru.

Les autorités locales espèrent que la reprise des activités agricoles dans la région encouragera également d’autres initiatives économiques susceptibles de soutenir la reconstruction et le développement durable de la province.

Marty Dacruz OLEMBA

SNEL et REGIDESO : les autorités des provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu engagées dans l’amélioration des services dans les zones sous administration de l’AFC/M23

La ville de Goma, chef-lieu de la province du Nord-Kivu et siège du mouvement Alliance Fleuve Congo – Mouvement du 23 Mars (AFC/M23), a accueilli récemment une série de réunions consacrées à la réorganisation et à l’amélioration des services publics essentiels, notamment l’électricité et la distribution d’eau.
Ces travaux ont réuni plusieurs autorités administratives, parmi lesquelles les gouverneurs des provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu, Bahati Musanga Erasto et Patrick Busu Bwangwi, ainsi que les responsables de la Société Nationale d’Électricité (SNEL) et de la Régie de Distribution d’Eau (REGIDESO) opérant dans les territoires sous administration du mouvement.
Les échanges se sont déroulés sous la coordination du secrétaire permanent de l’AFC/M23, Benjamin Mbonimpa, en présence des responsables du département des finances et de la production du mouvement.

L’objectif principal de ces assises était d’examiner les mécanismes susceptibles de permettre une amélioration progressive des services d’électricité et d’approvisionnement en eau dans les zones concernées.
Selon les autorités présentes, ces deux secteurs constituent des piliers essentiels pour la stabilité sociale et le développement économique des territoires sous administration du mouvement.

Au cours des discussions, plusieurs orientations ont été définies afin de renforcer la gestion et le fonctionnement de ces entreprises publiques.
Sur le plan administratif et politique, il a été rappelé que les gouverneurs des provinces assurent la tutelle des structures locales de la SNEL et de la REGIDESO, tandis que les questions financières relèvent du département des finances et de la production.
Les autorités ont également insisté sur la



nécessité d’améliorer la maintenance des infrastructures techniques, de renforcer la surveillance des installations et d’assurer un fonctionnement continu des équipements de production et de distribution.

Parmi les mesures évoquées figurent également l’élaboration d’un budget de fonctionnement permettant de mieux planifier les besoins des deux entreprises ainsi que la mise à jour de l’annuaire des abonnés afin d’améliorer la gestion des services.
Les responsables ont par ailleurs souligné l’importance de mettre en place une politique sociale tenant compte des difficultés auxquelles la population est confrontée dans le contexte actuel.

L’une des principales innovations discutées lors de ces réunions concerne l’introduction d’une harmonisation du régime salarial au sein des structures de la SNEL et de la REGIDESO dans les territoires concernés.
Cette mesure vise à garantir une meilleure équité

de traitement entre les agents tout en renforçant la motivation du personnel appelé à travailler dans un contexte souvent marqué par des défis logistiques et sécuritaires.
Enfin, les autorités ont appelé les responsables de ces entreprises à travailler en étroite collaboration avec les gouvernements provinciaux afin d’élaborer des stratégies de gestion plus efficaces et transparentes.

L’objectif affiché est d’améliorer progressivement la qualité des services offerts à la population tout en veillant à une utilisation rationnelle des ressources disponibles.
Pour les participants à ces assises, la modernisation et la bonne gestion des services publics essentiels comme l’eau et l’électricité constituent un élément clé pour soutenir la reconstruction et le développement des territoires concernés.

Rédaction – TIC TAC HEBDO

Entre sécurité, justice et relance économique : une nouvelle organisation prend forme dans les territoires sous administration de l'AFC/M23



Dans les territoires du Nord-Kivu et du Sud-Kivu actuellement sous administration de l'AFC/M23, une dynamique de réorganisation institutionnelle semble progressivement se dessiner autour de trois axes majeurs : la sécurité, la justice et la relance des activités économiques.

Depuis plusieurs mois, différentes initiatives sont observées dans ces zones, témoignant d'une volonté affichée de structurer l'administration locale et de rétablir certains services essentiels au fonctionnement de la société.

Sur le plan sécuritaire, les autorités locales multiplient les campagnes de sensibilisation et de mobilisation citoyenne afin d'impliquer la population dans les efforts de stabilisation. À Goma par exemple, plusieurs rencontres communautaires ont été organisées dans différents quartiers afin d'encourager la collaboration entre les habitants et les structures chargées de maintenir l'ordre public.

Dans ce contexte, les appels au recrutement volontaire au sein des structures sécuritaires, notamment l'Armée Révolutionnaire Congolaise (ARC) et la Police Révolutionnaire Congolaise (PRC), s'inscrivent dans une stratégie visant à renforcer les capacités locales de sécurisation des territoires.

Parallèlement à ces efforts sécuritaires, la question de la justice occupe également une place importante dans les priorités affichées par les autorités.

La mise en place d'une commission chargée de la relance de l'appareil judiciaire constitue l'une des initiatives les plus significatives dans ce domaine. Cette structure travaille notamment à l'élaboration d'une cartographie des juridictions et à la préparation des mécanismes nécessaires à la réactivation progressive des cours et tribunaux dans les territoires concernés.

Dans ce cadre, le coordonnateur adjoint de l'AFC/M23 chargé des questions politiques, diplomatiques, administratives et juridiques, Bertrand Bisimwa, a récemment effectué une visite auprès de cette commission afin de s'imprégner de l'état d'avancement de ses travaux. Cette visite avait pour objectif d'encourager les membres de la commission et de s'assurer que les préparatifs visant à relancer l'appareil judiciaire progressent conformément aux attentes de la population. Pour plusieurs observateurs, cette démarche traduit la volonté des autorités d'accorder une attention particulière au rétablissement de la justice, considérée comme l'un des piliers essentiels de la gouvernance et de la stabilité dans les territoires concernés.

Pour de nombreux observateurs, la restauration d'un système judiciaire fonctionnel représente un élément essentiel pour garantir la protection des droits des citoyens et renforcer la confiance de la population dans les institutions.

Mais au-delà des questions sécuritaires et judiciaires, la relance des activités économiques apparaît également comme un enjeu central pour l'avenir de la région.

Dans plusieurs territoires, certaines initiatives économiques commencent en effet à reprendre progressivement. C'est notamment le cas dans le territoire de Rutshuru où la relance des activités agricoles dans certaines plantations de café contribue à la création d'emplois et à la redynamisation de l'économie locale.

Ces initiatives permettent non seulement de générer des revenus pour de nombreuses familles, mais aussi de favoriser une certaine stabilité sociale en offrant des perspectives économiques à une population longtemps affectée par l'insécurité.

La réorganisation de certains services publics essentiels, notamment dans les domaines de l'eau et de l'électricité, constitue également un volet important de cette dynamique. Les discussions engagées autour de la gestion de structures telles que la SNEL et la REGIDESO témoignent d'une volonté de rétablir progressivement des services indispensables à la vie quotidienne des populations.

Ainsi, entre efforts de sécurisation, tentatives de réorganisation de la justice et initiatives de relance économique, les territoires concernés semblent entrer dans une phase de recomposition institutionnelle.

Si ces dynamiques restent encore confrontées à de nombreux défis, elles traduisent néanmoins une volonté de structurer progressivement l'administration locale et de répondre aux attentes d'une population aspirant à la paix, à la stabilité et au développement.

Rédaction – TIC TAC HEBDO

8 mars à Goma : Fanny Kaj appelle les femmes à devenir des actrices du développement



La célébration de la Journée internationale des droits des femmes s'est déroulée dans une ambiance de mobilisation et de solidarité au Stade de l'Unité dans la ville de Goma.

Comme dans plusieurs villes du monde, des centaines de femmes issues d'organisations féminines, d'associations communautaires et de structures de la société civile se sont réunies pour commémorer cette journée dédiée à la promotion des droits et de la dignité de la femme.

Au cœur de cette célébration, l'intervention de Fanny Kaj Kayemb, cadre de l'administration politique chargée notamment des questions liées aux investissements et à la gestion financière, a retenu l'attention des participantes.

Une femme engagée dans la vie publique

Connue pour son engagement dans la vie publique et son implication dans les questions de gouvernance économique, Fanny Kaj s'est adressée aux femmes présentes avec un message centré sur la responsabilité et le rôle déterminant de la femme dans la transformation de la société.

Dans son allocution, elle a rappelé que la femme ne doit pas seulement être célébrée une fois par an, mais qu'elle doit surtout s'affirmer comme une actrice du développement dans tous les domaines de la vie sociale, économique et politique.

« La femme doit prendre conscience de sa valeur et de sa capacité à transformer la société. Par son travail, son engagement et son esprit de solidarité, elle peut contribuer à bâtir une communauté plus forte et plus stable », a-t-elle déclaré devant l'assistance.

Au cours de son intervention, plusieurs participantes ont également salué le courage et la détermination de Fanny Kaj Kayemb dans son engagement public. Dans un contexte marqué par de nombreuses tensions politiques et sécuritaires, elle s'est distinguée par sa prise de position en faveur de la dignité humaine et de la participation active des femmes dans la reconstruction de la société. Pour plusieurs observatrices présentes au stade de l'Unité, son parcours illustre la volonté de certaines femmes leaders de s'opposer aux formes de tyrannie et d'injustice afin d'ouvrir davantage d'espace à l'épanouissement et à la participation des femmes dans la vie publique, notamment dans les zones aujourd'hui administrées par l'AFC/M23 où elles sont appelées à jouer un rôle croissant dans les initiatives de paix, de gouvernance et de développement communautaire.

Un message d'unité et d'espoir

Au-delà de l'aspect festif de la journée, Fanny Kaj a également appelé les femmes à renforcer l'unité et la solidarité entre elles, soulignant que ces valeurs sont essentielles pour relever les défis auxquels elles sont confrontées.

Elle a encouragé particulièrement les jeunes filles à poursuivre leurs études, à développer des initiatives économiques et à s'impliquer davantage dans les activités communautaires, afin de contribuer activement à l'avenir de leur région.

Pour elle, la femme demeure le pilier de la famille et de la communauté, capable d'influencer positivement les générations futures.

Une célébration marquée par la mobilisation

La cérémonie s'est poursuivie dans une ambiance festive, avec des chants, des témoignages et des activités culturelles mettant en valeur la résilience et la détermination des femmes de Goma.

Pour plusieurs participantes, la présence et le message de Fanny Kaj ont été perçus comme un appel à la responsabilité collective des femmes dans la construction d'une société plus juste et plus prospère.

Ainsi, au-delà des festivités, la célébration du 8 mars au stade de l'Unité aura surtout été un moment de réflexion et d'engagement autour du rôle central que les femmes doivent jouer dans le développement de la société congolaise.

Rédaction – TIC TAC HEBDO